



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation des agriculteurs

Question au Gouvernement n° 445

Texte de la question

SITUATION DES AGRICULTEURS

Mme la présidente . La parole est à M. Alexandre Dufosset.

M. Alexandre Dufosset . Le Salon de l'agriculture, qui a fermé ses portes dimanche, a été, cette année encore, un immense succès. C'est une vitrine du savoir-faire de nos agriculteurs et de nos artisans. J'ai d'ailleurs une pensée amicale pour les fabricants de bêtises de Cambrai et pour la brasserie Cambrésienne, dans ma circonscription, qui y étaient présents.

Un succès, oui. Cependant, après les sourires et les poignées de main, une réalité nous rattrape : la situation du monde agricole ne s'améliore pas. Les prix de vente sont toujours aussi bas tandis que les coûts de production continuent d'augmenter. La paperasse et les normes s'accumulent, étouffant le quotidien de nos agriculteurs et décourageant l'initiative. Le sentiment d'abandon gagne du terrain. Pardon de vous le rappeler mais un chiffre ne varie pas : le nombre de suicides d'agriculteurs. Trois d'entre eux mettent fin à leurs jours chaque semaine.

Certes, la loi d'orientation agricole a été adoptée et nous l'avons soutenue. C'est un texte nécessaire mais très loin d'être suffisant. En réalité, seul le changement de vision que propose le Rassemblement national peut conduire à un véritable changement de politique et à des résultats pour notre agriculture.

Mme Anne-Laure Blin . Pas vraiment !

M. Alexandre Dufosset . Car votre marge de manœuvre est restreinte par l'Union européenne à qui nous devons la concurrence déloyale du poulet ukrainien et bientôt peut-être l'accord avec le Mercosur, deux sujets omniprésents dans les allées du Salon, qui suscitent colère et inquiétude.

Cette semaine, cela fera trois mois, jour pour jour, que Mme von der Leyen a signé l'accord avec le Mercosur, plantant ainsi un poignard dans le dos de nos agriculteurs. Trois mois que le président de la République s'est engagé à faire échec à ce traité en obtenant une majorité qualifiée au Conseil de l'Union européenne. Où en est-on ?

Madame la ministre de l'agriculture, je vous le demande au nom des agriculteurs : donnez-nous la garantie que la France fait le nécessaire pour que ce traité ne soit jamais adopté. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire . Vous avez raison, le Salon de

l'agriculture a été – j'ose le dire – une réussite, un moment d'apaisement. Les Français y sont retournés avec bonheur et ont renoué le dialogue avec les agriculteurs. Je veux croire que ce n'est pas totalement le fruit du hasard mais que cela tient au travail entrepris par mon prédécesseur (*Mme Anne-Cécile Violland applaudit*) et que j'ai poursuivi.

Je pense à l'adoption de la loi d'orientation agricole, que vous avez votée. Elle érige l'agriculture, comme il se doit, en intérêt national majeur, et contient des mesures importantes en matière de simplification, de transmission et de formation des agriculteurs. Qu'il s'agisse de l'octroi de prêts structurels ou de l'indemnisation des éleveurs confrontés à un surcroît de mortalité de leurs bêtes, l'État a été au rendez-vous – il faut le dire.

Cependant, tous les problèmes sont-ils résolus ? À l'évidence, non – il faut être modeste. Vous pointez du doigt un sujet important : les menaces venues de l'extérieur, par exemple le renchérissement des droits de douane, du côté des États-Unis comme de la Chine.

Vous me demandez également si je peux offrir la garantie que le projet d'accord – car il ne s'agit bien pour l'instant que d'un projet – sur le Mercosur sera rejeté. Or je vous rappelle que nous sommes vingt-sept pays au sein de l'Union européenne. Il nous faut donc mener un travail de conviction auprès de chacun. Je m'y emploie avec tous mes homologues et je me suis rendue en Pologne.

Il faut bien prendre la mesure des choses. Vous mettez en cause l'Union européenne et par conséquent la politique agricole commune, qui est la plus importante politique européenne et qui assure des revenus à nos agriculteurs. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et DR. - Exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

M. Sébastien Chenu . C'est nous qui payons la PAC !

Mme Annie Genevard, ministre . Refuser la politique... (*Le temps de parole étant écoulé, Mme la présidente coupe le micro de Mme la ministre.*)

Mme la présidente . La parole est à M. Alexandre Dufosset.

M. Alexandre Dufosset . Madame la ministre, vos paroles ne sont pas rassurantes. Je vous rappelle que notre pays est le premier contributeur net au budget de l'Union européenne. Par conséquent, les agriculteurs paient aussi la PAC. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

M. Patrick Hetzel . Quelle mauvaise foi !

Données clés

Auteur : [M. Alexandre Dufosset](#)

Circonscription : Nord (18^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 445

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, souveraineté alimentaire

Ministère attributaire : Agriculture, souveraineté alimentaire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 mars 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 mars 2025